

Carole NIVARD

Maître de conférences en droit public à l'Université de Rouen
Membre du CUREJ (Centre Universitaire Rouennais d'Etudes Juridiques)
carole.nivard@univ-rouen.fr



FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Depuis le 1^{er} déc. 2010 : Maître de conférences en droit public à l'Université de Rouen
2007-2009 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'Université Montpellier I (quotité 50%)
2004-2007 : Chargée de travaux dirigés (vacataire) à l'Université Montpellier I

CURSUS UNIVERSITAIRE

2004-2009 : Doctorat de Droit public à l'Université Montpellier I
Thèse sur *La justiciabilité des droits sociaux. Etude de droit conventionnel européen*, sous la direction du Pr F. SUDRE
2003-2004 : D.E.A. de Droit communautaire européen à l'Université Montpellier I
2002-2003 : Maîtrise de Droit international et européen à l'Université Montpellier I
2001-2002 : Licence en Droit (Erasmus) Universidad Carlos III de Madrid
1999-2001 : D.E.U.G. de droit à l'Université Montpellier I

MATIÈRES ENSEIGNÉES

- *Droit public de l'Union européenne* L3 Droit
- *Contentieux européen*, M1 Droit
- *Construction européenne*, L1 Droit
- *Principes fondamentaux du droit matériel de l'Union européenne*, L2 Droit
- *Politiques européennes*, M1 Droit
- *Droit de l'Union européenne*, LAP (I.P.A.G.) et L3 Administration économique et sociale
- *Sources externes du droit public et rapports de systèmes*, M2 Droit

PUBLICATIONS

Ouvrage

- *La justiciabilité des droits sociaux. Etude de droit conventionnel européen*, Bruylant, 2012, 807 p.

Articles de revue à comité de lecture

- « Revenu universel et Conseil de l'Europe », *Droit social*, avril 2017, pp. 329-337.
- « La contribution de la France à la Charte sociale européenne », *Droits fondamentaux*, 2017, Disponible sur www.droits-fondamentaux.org
- « Que faut-il attendre de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de droits sociaux ? », *Revue de droit du travail*, 2017, pp. 16-18.
- « L'effet direct de la Charte sociale européenne devant le juge administratif. Retour sur la question évolutive de l'effet direct des sources internationales », *RDLF* 2016, chron. n°22.
- « La justiciabilidad de los derechos sociales en el Consejo de Europa », *Lex social – Revista jurídica de los derechos sociales*, vol. 6, núm. 2 (2016), pp. 12-33.
- « Un destin divergent : les relations entre l'Union européenne et la Charte sociale européenne », *RUE*, juil.-août 2016, pp. 416-425.
- « La garantie d'un accès à l'eau devant le Conseil constitutionnel. Note sous CC, 29 mai 2015, *Sté SAUR*, n° 2015-470 QPC », *AJDA*, n°30-2015, pp. 1704-1708.
- « Le Comité européen des droits sociaux, gardien de l'Etat social en Europe ? », *Civitas Europa*, n° 33, déc. 2014, pp. 95-109.
- « La situation des Roms et des gens du voyage en France saisie par le Conseil de l'Europe », *RDLF* 2013, chron. n° 25.
- « L'effet direct de la Charte sociale européenne devant les juridictions suprêmes françaises », *RDLF* 2012, chron. n°28.
- « Le régime du droit de propriété », in Dossier *Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme. Entre équivalence et complémentarité*, *RFDA*, juillet 2012, pp.632-635.
- « L'évolution récente de la protection accordée par la Convention européenne des droits de l'homme aux étrangers », *Annuaire de droit européen* 2008, Bruylant, 2011, pp. 931-948.
- « L'ambivalence du traitement jurisprudentiel de la sécurité juridique », *Droit administratif*, Février 2010, pp. 7-12.
- « Le droit de mener une action collective, un droit fondamental menacé par l'exercice des libertés communautaires (C.J.C.E., Gde Ch., International Transport Workers Federation («Viking»), 11 décembre 2007, et Laval un Partneri Ltd, 18 décembre 2007) », *RTDH*, n° 76, 1er oct. 2008, pp. 1191-1207.

Chapitres d'ouvrages et actes de colloques publiés

- « Article 11 », in M. BOUMGHAR (dir.), *Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme, article par article*, Pedone, 2019.
- « Égalité matérielle », « Exclusion », « Logement », in D. THARAUD et C. BOYER-CAPELLE, *Dictionnaire de l'égalité et de la non-discrimination*, L'Harmattan, 2019.
- « Partie I (Liste des droits et libertés) », in RACSE, *Commentaire article par article de la Charte sociale européenne*, Ed. Brill, 2019.
- « Article 14 du Protocole facultatif », in E. DECAUX, O. DE SCHUTTER (dir.), *Le Pacte international relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels, Commentaire article par article*, A paraître aux éditions *Economica*, 2019, pp. 647-654.
- « Valeur systématisante de la vulnérabilité dans la jurisprudence du Comité européen des droits sociaux », in C. BOITEUX-PICHERAL (dir.), *La vulnérabilité en droit européen des droits de l'homme. Conception(s) et fonction(s)*, Anthémis, 2019, pp. 101-118.
- « Les conditions d'application de la Charte des droits fondamentaux » in A. BIAD et V. PARISOT, *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Bilan d'application*, Bruylant/Anthémis, 2018, pp. 31-75.
- « Quelle autonomie pour la liberté syndicale au sein de l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme ? », in *Les droits de l'homme à la croisée des droits, Mélanges en l'honneur du Professeur Frédéric Sudre*, Lexisnexis, 2018, pp. 503-511.
- « Les droits sociaux et le Conseil de l'Europe » in *Renverser la perspective : les droits sociaux comme remèdes aux crises européennes ?*, Colloque 2 juin 2017, Strasbourg, *Revue des droits de l'homme*, n°13-2017.
- « La protection des droits sociaux par le Comité européen des droits sociaux en temps de crise économique », in *Crise économique et droits sociaux. Un standard de protection affaibli ?* Colloque international des 13-14 octobre 2016, Paris, A paraître.
- « Précision et organes institués par des conventions internationales et européennes », in *Précision et droits de l'homme, Journée d'Etudes du 5 février 2015, Université Paris-Ouest Nanterre, Revue des droits de l'homme*, n° 7-2015 ; Ed. Institut universitaire Varenne, coll. Transition et Justice, 2017, pp. 115-125.
- « Les fondements internationaux du droit au bonheur et leur justiciabilité », in RERDH (dir.), *Le droit au bonheur*, Ed. Fondation Varenne, 2015, pp. 325-336.
- « Le droit au logement combiné avec le principe de non-discrimination », in Dossier *Droit au logement et droit(s) européen(s)*, RDSS, n°2/2015, pp. 241-249.
- « La protection constitutionnelle de la propriété publique à la lumière de la jurisprudence récente », in A. DIONISI-PEYRUSSE et B. JEAN-ANTOINE (dir.), *Droit et patrimoine*, PURH, coll. JuriS-Seine, 2015, pp. 169-177.
- « La Convention, un outil pour l'égalité », in D. ROMAN (dir.), *La Convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, Editions Pedone, 2014, pp. 107-132.
- « Comité européen des droits sociaux (membres) », in E. LAMBERT-ABDELGAWAD ET H. MICHEL (dir.), *Dictionnaire des acteurs de l'Europe*, Larcier, 2014, pp. 69-72.

- C. NIVARD et M. MÖSCHEL, « Discriminations indirectes et statistiques : entre potentialités et résistances », in REGINE, *Ce que le genre fait au droit. Actes de la journée d'études du 19 septembre 2012 à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense*, Dalloz, 2013, pp. 77-91.
- « La Charte sociale européenne : le réveil de la Belle au bois dormant », *ELPIS, International Legal Studies II*, 2013, pp. 77-84.
- « La justice sociale dans la jurisprudence conventionnelle », in L. BURGORGUE-LARSEN (dir.), *La justice sociale saisie par les juges en Europe*, Editions Pedone, 2013, pp.61-80.
- « La justiciabilité des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe », Contribution in D. ROMAN (dir.), *La justiciabilité des droits sociaux : vecteurs et résistances*, Editions Pedone, 2012, pp. 207-221.
- « Une stratégie de renationalisation des solutions européennes », in C. PICHERAL (dir.), *Dialogue des juges et européanisation du droit administratif, Cahier de l'IDEDH*, n° 13, 2012, pp. 323-362.
- « Le droit à l'alimentation », in D. ROMAN (dir.), *Droits des pauvres, pauvres droits ? Recherche sur la justiciabilité des droits sociaux, Rapport de recherche*, 2010, pp. 215-230.
- « Marge nationale d'appréciation et pluralisme en droit communautaire des droits fondamentaux », in M. LEVINET (dir.), *Pluralisme et juges européens des droits de l'homme*, Bruylant, Coll. « Droit et Justice », 2010, pp. 169-188.
- « L'impact du dialogue des juges sur le juge français. Le renforcement du contrôle du droit national par le juge ordinaire français », in *Cahiers de l'IDEDH n° 11, Le dialogue des juges*, 2007, pp. 192-222.
- En collaboration avec le Pr O. DE FROUVILLE : commentaires en anglais de Cass., 1ère civ., 14 juin 2005, Maumousseau, *Bull. Civ. I*, n° 626 et CE, Ass., 30 nov. 2001, Diop, *Leb.* p. 605, publiés sur le site internet Oxford Reports of International Law (Oxford University Press)

Interventions orales lors de colloques ou journées d'études non ou non encore publiées

- « Paix et justice sociale à l'aune des rapports entre l'Union européenne, l'OIT et la Charte sociale européenne » in *Union européenne et paix. Quelles avancées vers une fédération européenne ?* Journées d'études Jean Monnet, 21-22 novembre 2018 à l'Université de Caen.
- « Le droit à l'alimentation durable comme droit de l'homme » in *Séminaire Démocratie alimentaire. 3^{ème} séance « Le droit à l'alimentation durable, du côté des droits humains »*, 14-15 novembre 2018.
- « Les droits à l'eau, à l'énergie et au logement : vers de "nouveaux droits sociaux fondamentaux" à l'ère de l'Etat post-providence? », in *Les droits à l'eau, à l'énergie et au logement : nouveaux « droits sociaux fondamentaux » à l'ère de l'Etat post-providence ?*, Journée d'études organisée à l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg, le 31 mai 2018.
- (avec le Pr. S. Adalid), « L'Union européenne est-elle interventionniste ? », in *Que reste-t-il de l'Etat Providence ?* Journée d'études organisée à l'Université de Rouen le 3 avril 2018, webtv.univ-rouen.fr, *Revue Française de Finances publiques*, 2019.
- Organisation (avec le Pr S. Adalid) d'un Atelier de travail sur la *Libéralisation des services dans l'Union européenne*, 30 novembre 2016, Faculté de droit de Rouen.

Intervention sur « Les droits sociaux comme limites opposables au mouvement de libéralisation des services »

- « Les sources de consécration des droits sociaux au sein de l'Union européenne », in *Tratados internacionales, Estado social y comunidades autonomas*, Colloque international du 18 novembre 2016 à Valence (Espagne).

- « La protection constitutionnelle de l'accès à l'eau et au logement », in *Droit et accès aux biens essentiels : le cas de l'eau et du logement*, Journée d'études Le Havre, 10 novembre 2016

- « La liberté d'expression artistique au service des droits des femmes », in *Liberté d'expression et le droit des femmes*, colloque du 29 septembre 2016 à l'Université de Rouen.

Conférences grand public ou de formation

- « Les migrants ont-ils des droits fondamentaux ? », Conférence d'actualité « Migrations » organisée par le CUREJ pour les étudiants de la L1 au M2, Faculté de droit de Rouen, 5 décembre 2018.

- « Invoquer la Charte sociale européenne en matière de droit social », Conférence organisée par l'Institut de formation en droits de l'homme du barreau de Paris, 23 octobre 2018 à la Maison du Barreau de Paris.

- Participation à la table ronde ouverte au public « L'Europe, un territoire en crise de représentations », in *Représenter les territoires*, 4ème Colloque international du Collège international des sciences territoriales (CIST), Rouen, 24 mars 2018.

- Conférence « Le contrôle de l'obligation constitutionnelle de bonne transposition des directives européennes », dans le cadre du cycle de conférences du Master 2 Services et Politiques Publiques, décembre 2016 à la Faculté de droit de Rouen, webtv.univ-rouen.fr

- « Gender Discriminations in Employment and European Law », intervention à la Semaine de haute formation du Doctorat international en histoire du genre, « Genre, droits, travail dans les sociétés du passé et du présent », 9-12 septembre 2013, Université de Rouen, IRIHS.

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

2018-...

- Vice-Présidente de la Commission consultative de spécialistes d'établissement du droit public de l'Université de Rouen

- Membre de la Commission de validation des études de la Faculté de droit de Rouen

2012-2017

- Présidente de la Section de droit public de l'Université de Rouen

2012-2016

- Membre élue du Conseil de laboratoire du CUREJ

2015-2016

- Membre élue du Conseil de gestion de l'IPAG de Rouen

Co-encadrements de thèses à l'Université de Rouen

2013-2018 : Sandie BATISTA. Sujet : « La protection des droits de l'enfant dans l'action extérieure de l'Union européenne » (directeur : Pr. Ph. LAGRANGE). Soutenue le 20 juin 2018 à l'Université de Rouen

2012-... : Adèle BOURDELET. Sujet : « L'anormalité mentale » (directeur : Pr. J.-Ph. BRAS).

2016 - ... : Justine MICHELIN. Sujet : « Citoyenneté et droits fondamentaux » (directrice : Pr. C. ROYNIER).

Participations à des jurys de soutenance de thèse

2017 Ibrahima DIA. Sujet : « La justiciabilité des droits économiques et sociaux devant les juridictions régionales des droits de l'homme (sous la direction du Pr. J.-P. MARGUÉNAUD). Soutenue à l'Université de Limoges, le 20 décembre 2017. Assesseur.

2013 Amandine LAPART, « L'action syndicale transnationale », (sous la direction de P. COURBE et F. JAULT-SESEKE). Soutenue le 9 avril 2013 à l'Université de Rouen.

Membres de comités de lecture

- Membre du Comité de rédaction de la *Revue des Droits et Libertés fondamentaux* (RDLF)
- Membre du Comité scientifique des *Annales de droit*.
- Contributrice à la *Lettre Actualités Droits-Libertés* (ADL), CREDOF

Réseaux de recherche

- 2016-... - Co-coordinatrice de la section française de RACSE (Réseau académique sur la Charte sociale européenne). Membre du Comité éditorial du Commentaire de la Charte sociale européenne article par article, A paraître aux éd. Brill.
- Membre du réseau des chercheurs français en droit social européen.

PRATIQUES LINGUISTIQUES

- **Espagnol** : lu, écrit, parlé
- **Anglais** : lu, écrit, parlé